

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Chili-un-miracle-plein-de-pauvres>

Propositions des candidats face à l'inégalité sociale.

Chili, un "miracle" plein de pauvres.

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : samedi 14 janvier 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

10% des plus riches de la société chilienne gagnent 15 fois plus que 10% des plus pauvres, dans un Chili qui va choisir demain entre une vision redistributive - celle de la candidate du gouvernement Michelle Bachelet - et la perspective de libre marché du chef d'entreprise Sebastián Piñera.

Par Gracias López San Miguel

[Página12](#), Santiago du Chili, Samedi, 14 janvier 2006.

[Leer en español](#)

Les Chiliens choisiront dans les urnes dimanche, dans le cadre du modèle économique actuel, entre deux types de visions différentes des décisions économiques. Dans un contexte de croissance macro-économique mais marquée par une dette sociale interne, Michelle Bachelet, candidat socialiste, propose de diminuer l'inégalité sociale, tandis que son rival de couleur libérale-populiste promet la création d'un million d'emplois durant les quatre années d'un gouvernement de l'Alliance - avec la droite dure de Joaquín Lavín.

Un futur gouvernement de la Concertation verra avec optimisme approfondir les liens avec ses voisins et avec scepticisme les « bontés » du marché, tandis que le multimillionnaire Piñera, propriétaire de Lan-Chile et d'une chaîne de télévision, cherchera des solutions dans lui. Entre les programmes sociaux et engagements fiscaux de l'un et l'autre candidat, s'il n'existe pas de recettes fiscales suffisantes probablement que Bachelet augmentera les impôts, mais pas Piñera.

Le candidat de la centre-droit a utilisé comme cheval de campagne le sujet de l'emploi. Página/12 a demandé à l'expert économique Joseph Ramos, doyen de la Faculté d'Économie de l'Université du Chili, si la promesse du candidat est viable, et à quel coût. Ramos a expliqué que "c'est hautement peu probable, cela peut être fait si le salaire minimal est de mille pesos (deux dollars)", c'est-à-dire, en flexibilisant le travail. Selon cet analyste, créer davantage de postes de travail requiert davantage d'investissements. L'économie a beaucoup augmenté par rapport à l'année dernière (2004). Un investissement plus important n'est non réaliste, parce qu'il est à un niveau très élevé".

Le sujet de l'inégalité sociale, la fracture entre riches et pauvres - 10 % des plus riches gagne 15 fois plus que 10 % des plus pauvres -, était présent dans les deux campagnes. Bachelet l'a lié à l'éducation, à une amélioration de la qualité de l'éducation publique, comme elle l'a dit dans son discours de réunion de clôture jeudi. Le sénateur socialiste Carlos Ominami a déclaré à Página/12 que "si nous voulons qu'il y ait d'avantage d'égalité au Chili, ce qui est une demande générale, cela requiert des politiques publiques plus consistantes". Dans la rue, la première définition d'un électeur de Piñera est récurrente, c'est "il sait faire des affaires", "c'est un gagnant", tandis que pour un partisan de Bachelet on répète : "Elle fut une bonne comme ministre de la Santé", ou "avec la Concertation le pays s'est modernisé, le transport public, les collèges ont été améliorés". Alors, la priorité est la réforme des retraites, l'amélioration des conditions du travailleur - il y a beaucoup d'emplois par contrat, flexibilisés - et, surtout, la redistribution de la richesse.

Dans un pays qui grandit tiré par les exportations, une autre question en suspens est le taux de change. Gauche et droite se demandent s'il faut intervenir ou non. Le change est de 520 pesos pour un dollar, ce qui décourage les exportations. Le dollar est sous-évalué, tandis que le cuivre - principal produit d'exportation - a atteint des sommets : il est aujourd'hui à 2,10 dollars par livre ; il y a deux ans, à 0,75 centimes.

Le Chili est le bon élève de la région. Il a signé des traités de libre-commerce avec les États-Unis et le Canada, comme membre de l'ALCA. Comment sera l'un et l'autre présidentiable avec la région, tourneront-ils le dos au

Mercosur ? Des sources proches de Piñera ne voient pas le Mercosur comme stratégique, mais comme problématique, bien qu'ils considèrent l'Argentine comme un partenaire important. Le principal conseiller économique de Bachelet, Andres Velasco, a dit que "pour le Chili, c'est très important d'avoir de bonnes relations avec l'Argentine et nous espérons pouvoir collaborer dans une série d'affaires d'intérêt commun".

Ricardo Lagos Weber, conseiller international de Bachelet

"NOUS FAISONS PARTIE DE LA GAUCHE RÉGIONALE"

Ricardo Lagos Weber, de 44 ans, fils du président sortant populaire Chilien, est arrivé ponctuel au pittoresque bar Normandie de Providencia, où ils passent tangos. C'est le représentant des affaires internationales la Concertation, avocat et économiste.

- La droite a critiqué la présence du président Lagos dans cette campagne bis. Que répondez- vous ?

C'est une coalition qui a été au gouvernement pendant 15 années et qui prétend se projeter. Les critiques sur le thème qu'il y a eu beaucoup d'inaugurations de travaux d'infrastructure ne tiennent pas : c'est quelque chose qui a été fait pour des années. Le gouvernement de Lagos a un indice de popularité de 70 %, qui ne s'est pas démenti un mois avant l'élection. La droite détourne l'attention parce qu'elle ne veut pas faire un bon score.

Plus préoccupant, c'est qu'on suggère que Bachelet a besoin d'appuis externes à sa figure. Quelques analystes disent qu'elle est là malgré les partis, sa direction est propre. La Concertation a eu deux pré candidats, Michelle Bachelet et Soledad Alvear. Les gens ne les identifient pas à travers la machine partisane, mais comme quelque chose différent. Ils parlent des changements du Chili.

- Un sujet en suspens - si ce n'est le plus grave - c'est la distribution du revenu. Que feront ils ?

Il y a 15 ans, 40 % de Chiliens qui étaient pauvres (quatre sur dix étaient pauvres). Plus de la moitié de la pauvreté a été réduite aujourd'hui, mais il nous reste 8%. Le Chili est plus riche, mais cette richesse a été distribuée très inégalement. Cette élection présidentielle n'a pas porté tant sur le thème de l'emploi - qui est sérieux, puisqu'il y a 500 000 chômeurs -, ou de l'insécurité, mais le sujet porté par Bachelet dans les débats fut l'inégalité dans les opportunités. Et sur des questions concrètes, comme l'accès à l'éducation : si au Chili tu nais dans un quartier pauvre, tu vas à une école pauvre, avec peu de financement et de dynamique. Peut-être l'État doit repenser ses politiques publiques. Cela est associé à la santé, de nos jours nous avons un système très nouveau, d'accès universel garanti. Il y a des pathologies dont le traitement est garanti.

- Comment est-il financé ?

Avec les ressources de la croissance qui donnent une plus grande collecte fiscale.

- Bachelet a arrêté comme mission de son gouvernement, la réforme du système de pensions.

Le système d'AFP nous a permis d'économiser de l'argent qui est investi, mais la grande majorité des Chiliens qui cotisent le minimum sortiront des pensions très faibles. Avec la majorité au Congrès que nous comptons avoir, on pourra faire une réforme avec les degrés de solidarité qui sont nécessaires.

- En ayant majorité au Sénat, quelques analystes disent qu'on va voir les différences entre la DC et le socialisme.

Je préfère avoir ce défi ou cette opportunité.

- Vous allez progresser avec des traités de libre commerce avec les Etats-Unis ?

Nous avons des traités de libre commerce avec le Mexique, le Canada, l'Europe, la Nouvelle Zélande et Singapour.

- Approfondirez-vous les relations avec les voisins ?

Nous prétendons approfondir les accords. Il faut avancer dans une intégration plus solide, quelque chose qui ressemble à ce que nous avons avec les autres. Intégrer non seulement pour commercer, mais dans un processus qui tend à ce que l'Amérique latine puisse avoir une vision plus commune de son futur. L'Europe a progressé avec 10 nouveaux membres, c'est une grande force de main d'oeuvre, d'ambitions. Une manière pour qu'ils nous écoutent plus, c'est que nous soyons ordonnés entre nous, que nous ayons un caractère institutionnel et suivions des règles claires. Le Mercosur offre une expérience qu'il faut évaluer.

- Comment le Chili voit-il ce virage à gauche de la région ?

La Concertation se sent comme faisant partie de cette gauche. Il faut éviter de parler de l'"axe du mal" ou "axe du bien", je crois que ce sont des mots purement péjoratifs que je ne partage pas et qui font perdre de vue l'essentiel : il s'agit de gouvernements légitimés dans les urnes. Evo Morales est l'interlocuteur idéal pour converser, que nous approuvons.

- Morales a dit qu'il réclamerait au Chili, la sortie à la mer.

Tous les gouvernements de la Bolivie le font, nous lui proposons un agenda sur ce qui existe, les traités en vigueur. Ricardo Lagos et Eduardo Rodriguez, les deux présidents sortants, ont autorisé le passage de personnes sans passeport et un autre commercial, asymétrique, en baissant nos tarifs. Ce sont des sujets récents.

- Pour le Pérou, avec le sujet Fujimori, allez vous presser son extradition ?

Cela est sujet judiciaire. Le gouvernement cherche à ce que le jugement ne produise pas un effet additionnel à la relation.

- Comment voyez-vous le gouvernement de Néstor Kirchner ?

C'est un président solide, qui a un appui réel des citoyens, par conséquent, il est efficace de converser avec le chef d'un gouvernement fort. Avec l'Argentine nous partageons quatre mille kilomètres de frontière, c'est un partenaire stratégique pour étudier le futur. Nous avons un destin commun.